

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - DÉCEMBRE 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) pour l'année 2022 s'est déroulée dans un contexte de fortes incertitudes, caractérisé par une conjoncture internationale difficile, marquée par les tensions géopolitiques liées à la crise russo-ukrainienne, les niveaux exceptionnellement élevés de l'inflation suite notamment à la flambée des prix internationaux des produits énergétiques et alimentaires et la poursuite des perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement. Au niveau national, au moment où les activités non agricoles ont poursuivi leur reprise, la campagne agricole a subi l'effet d'une faible pluviométrie ayant impacté négativement la récolte céréalière.

Au terme de l'année 2022, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir une poursuite de la tendance baissière du déficit budgétaire à 69,5 MM.DH ou 5,1% du PIB, en amélioration de près de 0,4 point de PIB, comparativement aussi bien aux réalisations de 2021 qu'aux prévisions de la LF 2022.

Cette maîtrise du déficit a été assurée grâce à l'amélioration des recettes, tant fiscales que non fiscales, qui a permis de couvrir l'augmentation des dépenses découlant notamment des mesures prises par l'Etat pour contrer l'impact de l'envolée des prix sur le pouvoir d'achat des ménages et sur l'activité des entreprises et maintenir l'effort d'investissement à un niveau soutenu.

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales...

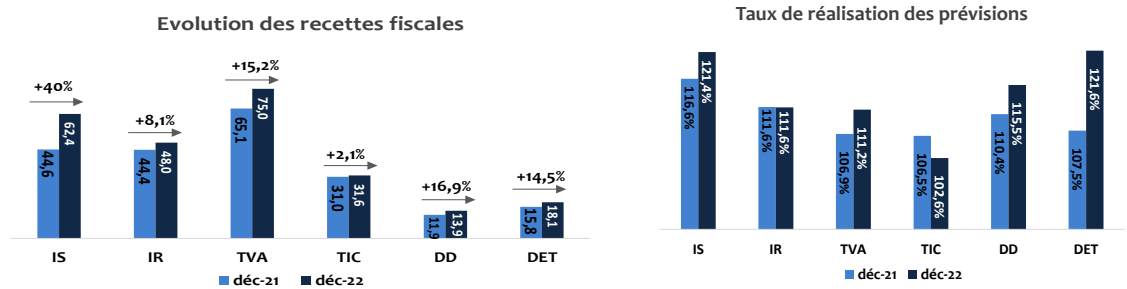
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 51,6 MM.DH ou 23,7% comparativement à l'année 2021.

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 37,3 MM.DH ou 17,4%, se traduisant ainsi par un taux de réalisation de 113%, et ce, en dépit de l'effort important de l'Etat en matière de remboursements fiscaux, qui ont porté sur un montant total de 19,5 MM.DH, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, contre 14,6 MM.DH à fin décembre 2021 et 11,2 MM.DH au titre de la prévision de la LF.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 17,8 MM.DH (+40%) suite principalement à l'amélioration notable des recettes au titre du complément de régularisation (+6,3 MM.DH, +111,8%) et des acomptes (+10,5 MM.DH, +37,7%);

- Augmentation de l'IR de près de 3,6 MM.DH (+8,1%) grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+2,5 MM.DH) et de l'IR sur les professionnels (+292 M.DH) ;
- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de près de 2 MM.DH (-9,4%), sous l'effet principalement de la hausse des remboursements, qui ont atteint 13,8 MM.DH en 2022 contre 10,5 MM.DH en 2021 ;
- Augmentation de la TVA à l'importation de 12 MM.DH (+28%) et des droits de douane de 2 MM.DH (+16,9%), sous l'effet de la progression des importations (+42,3% à fin novembre 2022) ;
- Progression des taxes intérieures de consommation de 645 M.DH (+2%), attribuable principalement aux TIC sur les tabacs (+452 M.DH, +3,7%) et sur les produits autres que les produits énergétiques (+369 M.DH, +15,5%) ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 2,3 MM.DH



... et mobilisation soutenue des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales, en s'établissant à près de 48,7 MM.DH, font ressortir un taux de réalisation de 135% par rapport aux prévisions de la LF.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont situées à 13,1 MM.DH, dont 6,5 MM.DH versés par l'OCP, 4 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, 786 M.DH par Maroc télécom et 738 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont établies à 35,5 MM.DH, dont 25 MM.DH au titre des financements innovants.

DEPENSES

Hausse des dépenses ordinaires...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 36,4 MM.DH (+14,4%) et un taux d'exécution de 110%.

Par rapport à l'année 2021, cette évolution s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation (+20,3 MM.DH) et des dépenses au titre des biens et services (+14,7 MM.DH).

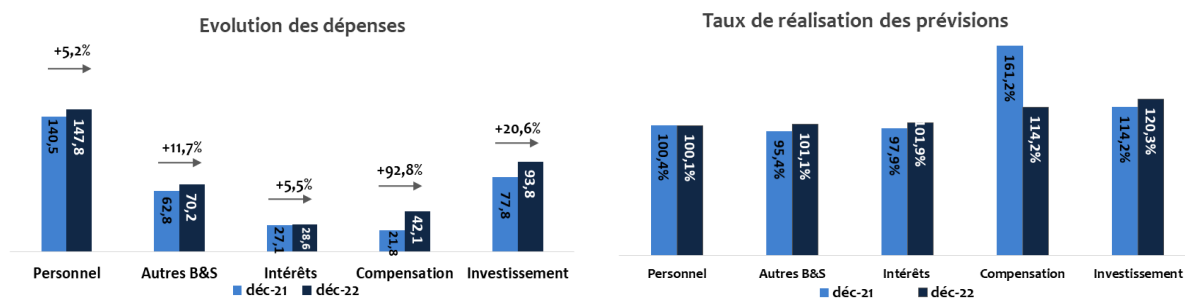
L'augmentation des charges de la compensation est attribuable, notamment, à la hausse du cours du gaz butane, qui a atteint une moyenne de 739 \$/T contre près de 627 \$/T en 2021. Ces charges, se sont situées à 42,1 MM.DH, dont près de 22 MM.DH pour le gaz butane et 9,3 MM.DH pour la restitution à l'importation du blé tendre. Elles comprennent également, des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de près de 4,4 MM.DH, et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face au renchérissement des cours des produits énergétiques.

La hausse des dépenses de biens et services est attribuable à hauteur de 7,3 MM.DH au titre des dépenses de personnel et de 7,4 MM.DH aux « autres biens et services ». Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu une hausse de 1,5 MM.DH pour se situer à 28,6 MM.DH, résultant d'une augmentation des intérêts de la dette intérieure (+1,2 MM.DH) et, dans une moindre mesure, des intérêts afférents à la dette extérieure (+275 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 15,7 MM.DH, contre près de 4 MM.DH en 2021.

...et maintien de l'effort d'investissement

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 93,8 MM.DH, en augmentation de près de 16 MM.DH ou +20,6% par rapport à l'année 2021 (77,8 MM.DH). Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 120%. Cette progression soutenue s'explique, entre autres, par les mesures décidées par le Gouvernement pour soutenir certaines entreprises publiques dont la situation a été affectée par la forte hausse des prix des matières premières.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 8,6 MM.DH, contre 3,6 MM.DH en 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,7 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiés et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre près de 4 MM.DH en 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 1,6 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de près de 71 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire de 500 M.DH, a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure pour un montant net de 19,1 MM.DH, l'utilisation de l'encours disponible auprès de BAM d'un montant de près de 21 MM.DH au titre de la ligne de précaution et de liquidité (LPL) du FMI tirée en avril 2020, l'augmentation des dépôts au Trésor de 10,3 MM.DH et la mobilisation de financements extérieurs pour un montant net de 6 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 135,5 MM.DH, contre 149,3 MM.DH au titre de 2021, et des remboursements en principal pour 113,8 MM.DH, contre près de 102,8 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 29,6 MM.DH, contre 18,4 MM.DH en 2021, et des amortissements de 23,6 MM.DH, contre 10,2 MM.DH un an auparavant.

A noter que dans un contexte de pressions inflationnistes et de resserrement des conditions de financement sur les marchés national et international, le Trésor a, d'une part, introduit de nouveaux instruments afin de stimuler la demande pour les BDT (BDT à très court terme, BDT à taux révisable) et a procédé, d'autre part, à la mobilisation de financements alternatifs (emprunts extérieurs bilatéraux et multilatéraux, LPL) afin d'optimiser son coût d'endettement.

SITUATION PROVISoire DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	En M.DH					
	décembre	Loi de finances	décembre	Décembre 2022 / décembre 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	256.180	262.906	304.362	18,8%	48.182	115,8%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	250.764	257.906	304.362	21,4%	53.598	118,0%
Recettes fiscales	214.565	222.863	251.896	17,4%	37.331	113,0%
- Impôts directs	90.790	97.693	113.285	24,8%	22.495	116,0%
- Impôts indirects	96.061	98.243	106.595	11,0%	10.534	108,5%
- Droits de douane	11.885	12.027	13.895	16,9%	2.010	115,5%
- Enregistrement et timbre	15.829	14.901	18.121	14,5%	2.292	121,6%
Recettes non fiscales	37.743	35.944	48.666	28,9%	10.923	135,4%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	10.711	13.985	13.146	22,7%	2.435	94,0%
- Autres recettes	21.616	16.959	35.520	64,3%	13.904	209,4%
- Cessions de participations de l'Etat	5.416	5.000	0	-	-5.416	0,0%
Recettes de certains CST	3.872	4.100	3.800	-1,9%	-72	92,7%
- Fonds de soutien des prix	258	600	377	46,1%	119	62,8%
- Fonds spécial routier	3.614	3.500	3.423	-5,3%	-191	97,8%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	326.392	335.554	373.814	14,5%	47.422	111,4%
DEPENSES ORDINAIRES	252.200	262.061	288.631	14,4%	36.431	110,1%
Biens et services	203.254	216.967	217.916	7,2%	14.662	100,4%
Personnel (1)	140.456	147.537	147.755	5,2%	7.299	100,1%
Autres biens et services	62.798	69.430	70.161	11,7%	7.363	101,1%
Dettes publiques (2)	27.106	28.075	28.600	5,5%	1.494	101,9%
Intérieure	22.409	23.390	23.628	5,4%	1.219	101,0%
Extérieure	4.697	4.684	4.972	5,8%	275	106,1%
Compensation (3)	21.840	17.020	42.115	92,8%	20.275	247,4%
SOLDE ORDINAIRE	3.979	845	15.731	295,3%	11.752	
INVESTISSEMENT	77.771	77.993	93.809	20,6%	16.038	120,3%
dont Fonds spécial routier	2.985	3.500	3.390			96,9%
SOLDE DES CST (4)	3.579	4.500	8.626	141,0%	5.046	191,7%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-70.212	-72.648	-69.452	-1,1%	760	95,6%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-4.758		-1.637		3.122	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-74.971	-72.648	-71.088	-5,2%	3.882	97,9%
FINANCEMENT INTERIEUR	66.770	51.976	65.019		-1.751	125,1%
Endettement intérieur	46.515		42.640		-3.875	
Autres opérations	20.255		22.379		2.124	
FINANCEMENT EXTERIEUR	8.201	20.672	6.070		-2.131	29,4%
Tirages	18.442	40.000	29.644		11.203	74,1%
Amortissements	-10.241	-19.328	-23.574		-13.334	122,0%
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-5,5%	-5,5%	-5,1%			
Déficit hors cessions de participations de l' Etat (en % du PIB)	-5,9%	-5,9%	-5,1%			

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	décembre	Loi de finances	décembre	Décembre 2022 / décembre 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	214.565	222.863	251.896	17,4%	37.331	113,0%
Impôts directs	90.790	97.693	113.285	24,8%	22.495	116,0%
Taxe professionnelle	149	220	87	-41,6%	-62	39,5%
Impôt sur les sociétés (I.S)	44.592	51.447	62.434	40,0%	17.842	121,4%
Impôt sur le revenu (I.R)	44.430	43.041	48.024	8,1%	3.594	111,6%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	10	0	47	370,0%	37	-
Taxe d'habitation	19	22	11	-42,1%	-8	49,7%
Majorations	1.540	2.136	1.891	22,8%	351	88,5%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	735	-	735	91,9%
Autres impôts directs	50	25	56	12,0%	6	221,2%
Impôts indirects	96.061	98.243	106.595	11,0%	10.534	108,5%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	65.101	67.446	74.990	15,2%	9.889	111,2%
(Intérieure)	22.352	24.346	20.240	-9,4%	-2.112	83,1%
(Importation)	42.749	43.100	54.750	28,1%	12.001	127,0%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	30.960	30.796	31.605	2,1%	645	102,6%
(Tabacs)	12.222	11.813	12.674	3,7%	452	107,3%
(Produits énergétiques)	16.363	16.995	16.185	-1,1%	-177	95,2%
(Autres)	2.376	1.989	2.745	15,5%	369	138,0%
Droits de douane (D.D)	11.885	12.027	13.895	16,9%	2.010	115,5%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	15.829	14.901	18.121	14,5%	2.292	121,6%
RECETTES NON FISCALES	37.743	35.944	48.666	28,9%	10.923	135,4%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	10.711	13.985	13.146	22,7%	2.435	94,0%
- Autres recettes	21.616	16.959	35.520	64,3%	13.904	209,4%
- Cessions de participations de l'Etat	5.416	5.000	0	-	-5.416	0,0%
Recettes de certains CST	3.872	4.100	3.800	-1,9%	-72	92,7%
Fonds de soutien des prix	258	600	377	46,1%	119	62,8%
Fonds spécial routier	3.614	3.500	3.423	-5,3%	-191	97,8%
RECETTES ORDINAIRES	256.180	262.906	304.362	18,8%	48.182	115,8%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cessions de participations de l'Etat)	250.764	257.906	304.362	21,4%	53.598	118,0%